
INTRODUCTION

Les conséquences humaines et sociétales inégalées du séisme du 12 janvier 2010 en font une tragédie unique dans la destinée d'Haïti. Elles témoignent de l'extrême vulnérabilité d'une société marquée par l'insécurité des conditions de vie de l'essentiel de sa population ; une société désorientée par les mutations contemporaines profondes liées à cette insécurité aux multiples facettes. Ce cataclysme a agi comme un miroir et un amplificateur des raisons structurelles ayant poussé les Haïtiens à quitter leur pays depuis plusieurs générations. L'ampleur de la dispersion internationale du peuple haïtien est telle depuis un demi-siècle qu'il apparaît aujourd'hui difficile de penser le destin du pays sans prendre en compte la réalité de sa diaspora.

Si l'émigration était encore considérée comme un épiphénomène au début du xx^e siècle en dépit de son importance déjà considérable vers Cuba et la République dominicaine voisines, elle a progressivement acquis une dimension structurelle à partir des années 1960. C'est notamment l'époque où, de manière inédite, le fait migratoire international s'est étendu à l'ensemble des couches sociales et des régions du pays et où, dans le même temps, la dispersion géographique est devenue une caractéristique majeure du phénomène. La dynamique n'a dès lors cessé de s'amplifier et de se généraliser, à la faveur d'une histoire tourmentée. Elle concerne désormais la société haïtienne dans son ensemble. Quoique toute estimation reste hasardeuse en la matière, les deux millions d'originaires d'Haïti à l'étranger représenteraient l'équivalent de 20 % de la population restée au pays – bien davantage si l'on intègre les générations nées à l'extérieur et dont beaucoup entretiennent un lien affectif avec Haïti. Cette question des générations suivantes – qui par définition ne sont pas migrantes – et de la diversité de leurs parcours de vie et cheminements identitaires s'inscrit d'ailleurs, on le verra, au cœur des débats sur la géométrie variable de la diaspora et les représentations qu'elle suscite.

Les représentations ambivalentes auxquelles renvoie la diaspora en Haïti témoignent de son inscription au cœur des problématiques sociétales de ce pays. Dans l'analyse des contraintes qui pèsent sur l'économie et le progrès social, comment ne pas avoir à l'esprit l'impact de l'émigration constamment renouvelée des ressources humaines qualifiées depuis les années 1960 ? En même temps,

comment comprendre la diversification des stratégies familiales de survie face à l'insécurité économique sans intégrer qu'en moyenne les transferts des émigrés représentent près de 10 % du revenu des familles sur place ? L'option migratoire s'avère être l'ultime recours face à la précarité des conditions de vie et à l'insécurité économique qui frappe une part croissante de la population haïtienne. Dans un contexte fortement répulsif, elle répond à la nécessité des Haïtiens de survivre en tant que collectif, par le passage d'une logique de proximité sociale et géographique à celle d'une réticularité transnationale qui caractérise de plus en plus de familles. Face à l'absence de justice, de liberté et de perspectives d'avenir, la diasporisation exprime la résistance d'un peuple qui projette ses solidarités sociales et fondations socioculturelles au-delà des frontières nationales, dans des lieux dispersés et des contextes plus ou moins favorables à l'expression d'une identité collective. Le devenir d'Haïti semble reposer sur une nouvelle articulation entre les relations sociales de proximité au sein du pays d'origine, et le développement de réseaux au-delà des frontières dont l'une des fonctions est précisément la reproduction du lien social local. Comprendre le fonctionnement et la dynamique de la diaspora haïtienne est un prérequis pour mettre en lumière cette articulation et, en définitive, cette nouvelle manière d'être haïtien fondée sur le lien entre localité et globalité.

Les dynamiques migratoires et mobilités transnationales transforment les nouveaux territoires diasporiques par les interdépendances et interactions qu'ils initient entre les lieux. L'intensité de ces relations est telle que l'expérience haïtienne a constitué un cas d'école sur lequel se sont appuyées nombre d'études initiales sur le transnationalisme, qui se sont focalisées sur la dimension sociale, politique et identitaire de ces constructions sociales. Des études pionnières ont mis en exergue la formalisation de pratiques transnationales liées aux réseaux familiaux, économiques et communicationnels dans le contexte de l'évolution historique des relations entre Haïti et les États-Unis d'une part ; et d'autre part celles liées aux stratégies identitaires multiples des immigrés en fonction de l'évolution des contextes politiques des sociétés d'installation et d'origine (Basch *et al.*, 1994 ; Laguerre, 1998 ; Glick Schiller, Fouron, 1999). Cette lecture nouvelle des pratiques sociales des migrants haïtiens a avec celles d'autres peuples en mouvement – issus notamment de la matrice caribéenne – alimenté la réflexion ayant fondé la contestation scientifique de la théorie de l'assimilation. Cette approche a eu le mérite de dépasser la vision segmentée distinguant immigration et émigration, lieux d'origine et lieux d'installation, pour mettre en exergue une perspective relationnelle. L'analyse de la dimension sociale et politique des relations tissées entre les États-Unis et le pays d'origine par les acteurs transnationaux haïtiens a sans conteste constitué un apport fondamental à la connaissance des pratiques et du vécu des migrants.

Il faut reconnaître à ces analyses fondatrices le mérite d'avoir mis en exergue le rôle déterminant et précurseur des émigrés aux États-Unis dans la constitution

de liens transnationaux durables avec Haïti. Néanmoins, du point de vue de l'appréhension de la globalité des réseaux diasporiques haïtiens, les limites de ces analyses résident peut-être dans leur restriction au contexte spécifique états-unien, et même plutôt new-yorkais : elles passent sous silence l'expérience de plus de la moitié des émigrés haïtiens, dans la Caraïbe, en Europe ou ailleurs. Conséquemment, les dynamiques et logiques spatiales d'ensemble des acteurs transnationaux ne sont que partiellement abordées. Les insuffisances de ces réflexions pour comprendre l'évolution du système spatial sont alors liées autant à la non-prise en compte de l'ensemble des lieux de la diaspora et aux relations tissées entre eux, qu'à la sous-estimation du rôle différencié des contextes socio-politiques des pays d'installation et des dynamiques sociales et culturelles inter-générationnelles en lien avec les spécificités de ces contextes variés.

Les limites dont il est question sont implicitement mises en lumière par les travaux sur les diasporas qui, en dépit de la grande diversité des approches (cf. notamment Sheffer, 1986, 2006 ; Cohen, 1997 ; Anteby-Yemini *et al.*, 2005), s'accordent aujourd'hui pour les définir *a minima* à partir de quatre critères généralement acceptés : la dispersion spatiale, l'existence d'une identité propre au peuple « diasporisé », l'organisation interne de la diaspora productrice d'échanges multiformes entre ses pôles et des liens significatifs symboliques ou concrets avec le pays d'origine. Nous reprenons à notre compte cette acception à la fois souple et rigoureuse de la notion, tout en nous gardant bien de l'investir d'une quelconque dimension réificatrice ou substantialiste, et sans jamais perdre de vue la dynamique historique remarquable du phénomène. À la différence du « transmigrant » dont les réseaux conçus à court et moyen terme sont motivés par l'ascension sociale et une certaine forme de prestige dans la localité d'origine, le migrant en diaspora s'inscrit dans des liens durables unissant une population dispersée à l'échelle mondiale et fondés sur un fort sentiment d'appartenance nationale (Bruneau, 2004). Dans ce cadre, l'approche géographique s'intéressant à la construction identitaire fondée sur la dispersion spatiale complète utilement les travaux antérieurs et se justifie par son aptitude à appréhender de manière plus globale et dynamique le fonctionnement dans la durée de l'ensemble de l'espace migratoire international haïtien et de ses réseaux.

L'analyse du fonctionnement spatial de la diaspora haïtienne à partir de l'ensemble de ses lieux d'ancrage et de passage est porteuse d'un nouveau regard révélant la pluralité des expériences migratoires et la manière dont elles lient les différents espaces de vie. L'intérêt pour les réseaux transnationaux ne discrédite pas pour autant le cadre stato-national, tant ils semblent se nourrir de la diversité des singularités sociales, économiques et culturelles des communautés de migrants haïtiens – elles-mêmes liées à l'histoire de chaque champ migratoire, aux spécificités des cadres juridiques stato-nationaux et aux opportunités économiques locales. À travers la circulation des individus, la réalité de leurs liens affectifs et les

échanges de toutes sortes (informationnels, idéels, financiers), cette optique accorde une place de choix aux acteurs familiaux, religieux, marchands ou politiques qui élaborent les champs migratoires et les réseaux diasporiques. De ce point de vue, il conviendra de s'intéresser à la manière dont la multipolarité et l'interpolarité (Ma Mung, 1992) structurent géographiquement cette construction sociale.

Dans le cadre de relations historiques asymétriques de type postcolonial, l'impact des représentations collectives – souvent fantasmées – dans la structuration de ces espaces sociaux transnationaux et dans leur articulation les uns aux autres est à prendre en considération. Elle permet en effet de mieux comprendre les logiques et la signification de l'expérience migratoire haïtienne tant vers les pays du Nord que vers les pays caribéens voisins. La prise en compte des contextes économiques, géopolitiques, juridiques et historiques globaux et locaux – dont la diversité n'a d'égal que celle des multiples sociétés d'installation, de transit, de « rebond » – au sein desquels s'épanouissent les espaces sociaux transnationaux éclaire la fonction de ces représentations mythiques dans la dynamique de la migration. Les mythes fondant l'acte migratoire se nourrissent de la distance géographique, de la force des images véhiculées et de la différence culturelle des lieux mis en lien. Ils sont en même temps mis à l'épreuve de la réalité d'un contexte sécuritaire n'ayant jamais vraiment été favorable aux migrants haïtiens. On peut alors s'interroger sur la fonction de la lutte permanente pour la reconnaissance de leurs droits en terre étrangère dans la construction d'une conscience et d'une solidarité diasporiques. La force du mythe réside enfin dans le rêve de mobilité sociale incarné par la figure du *diaspora*¹. Dans l'imaginaire collectif, l'espace diasporique devient un ailleurs quasi fantasmatique où sont projetés – parfois concrétisés – les rêves perçus comme hors d'atteinte en Haïti.

Le succès de la notion de diaspora au sein de la société civile haïtienne depuis une trentaine d'années, pour désigner tant les communautés d'émigrés que les individus qui les animent, s'explique donc par la forte signification symbolique de réussite sociale dont cette notion est investie aux yeux de ceux restés au pays dans un contexte de détérioration des conditions de vie. En revanche, le recours croissant à cette notion de la part de l'État haïtien lui-même s'inscrit plutôt dans une logique d'instrumentalisation politique à des fins de politique étrangère et de contrôle des communautés migrantes, en particulier depuis le retour d'exil d'Aristide en 1994. Dans les lieux de la migration, l'usage du terme de diaspora semble plutôt répondre au besoin d'identification de la part des migrants eux-mêmes dans des contextes nationaux où la notion est chargée d'une signification positive. Répondant à la nécessité de l'expression de la communauté de destin en dépit de la dispersion spatiale, les émigrés ont investi la notion d'un sens

1. Le terme créole de *diaspora* au masculin (*le diaspora*) renvoie en Haïti à l'individu d'origine haïtienne résidant ou étant né à l'étranger. Outre cette acception géographique, il revêt aussi une dimension sociale : celle de la réussite économique incarnée par l'individu en question.

politique dans un contexte de lutte contre la dictature duvaliériste trois décennies durant, tout en revendiquant leurs droits dans les sociétés d'installation.

Notre objectif est de chercher à comprendre dans quelle mesure ces représentations collectives chargeant la notion de diaspora de significations multiples, parfois contradictoires, correspondent à la réalité d'une construction sociale spatialisée qui s'inscrit dans la durée. On a évoqué toute l'importance de la genèse d'une culture de la migration s'alimentant de mythes pour élargir le champ des possibles. De même, on l'a vu, notre réflexion sur la diaspora haïtienne ne peut faire l'économie d'un questionnement sur l'appartenance à une communauté de migrants fondée sur la mémoire collective et entretenue par les pratiques des acteurs transnationaux. Notre approche géographique entend néanmoins appréhender la dimension identitaire de cette construction sociale en portant l'accent sur la compréhension de ses dynamiques migratoires, et celle de la diversité sociale de ses communautés territorialisées et de leurs recompositions spatiales à différentes échelles.

Une remise en perspective historique de l'émigration haïtienne nous semble être un préalable indispensable pour saisir la manière dont les dimensions politique et économique, les contextes interne et international, ont joué de concert depuis deux siècles dans la diasporisation d'une part croissante de la population du pays. L'inscription dans le temps de la mémoire collective haïtienne en diaspora se nourrit de cette histoire. La genèse de l'espace migratoire international haïtien sera ensuite pensée dans le cadre de l'insertion d'Haïti dans la division internationale du travail caribéenne et aussi à travers les effets des politiques migratoires sur la composition et l'orientation des flux. Une géodynamique – pour reprendre l'expression de Gildas Simon (1995) – des réseaux migratoires haïtiens sera esquissée afin de saisir leur évolution dans le temps et leurs articulations spatiales de l'échelle régionale à l'échelle transnationale, en mettant l'accent sur les logiques d'acteurs. L'analyse de la morphologie spatiale de la diaspora sera approfondie à travers une mise en exergue des polarisations et hiérarchies spatiales de ses lieux puis, par un nouveau jeu d'échelles, à travers les territoires circulatoires diasporiques et le marquage ethnique des grandes métropoles qui canalisent l'essentiel des flux. Nous pourrions alors nous focaliser sur les communautés migrantes et leur dimension sociale et culturelle en nous interrogeant sur le devenir de l'identité (des identités) diasporique(s) haïtienne(s). En dernier lieu, il nous semble indispensable de réfléchir aux enjeux de l'implication de la diaspora dans le destin d'Haïti, en particulier après la tragédie du 12 janvier 2010.

Les réflexions présentées dans cet ouvrage sont le fruit de recherches conduites entre 2000 et 2011 dans la diaspora haïtienne et en Haïti. Elles s'inscrivent dans le prolongement de recherches doctorales (1999-2003), dont elles sont pour partie tirées et dont elles ont contribué à élargir le champ d'investi-

tigation géographique. Des entretiens approfondis ont été conduits avec une trentaine d'acteurs de premier plan de la diaspora, dont l'action a été décisive dans les domaines culturel, éducatif, social et associatif, juridique, politique, religieux, humanitaire, économique et entrepreneurial, médical, de l'immobilier et de l'accès au logement. En complément des sources statistiques, ces entretiens personnels ont constitué une première approche de l'objet de recherche. Deux enquêtes qualitatives ont été réalisées auprès de 164 immigrés haïtiens adultes et de 243 adolescents originaires d'Haïti ; elles ont été complétées par un volet quantitatif auprès de 114 de ces adultes et de l'ensemble des adolescents².

2. Le contenu détaillé de ces enquêtes est présenté en annexe.